

La crise politique italienne : la révolte de "l'Europe périphérique"



Lettre de Londres mise en forme par Edouard Husson. Nous recevons régulièrement des textes rédigés par un certain Benjamin Disraeli, homonyme du grand homme politique britannique du XIXe siècle.

Avec Disraeli
Scanner

Turin,

Le 3 juin 2018

Mon cher ami,

La capacité de rebond de l'Italie se lit à Turin

Je n'ai pas pu résister à l'envie de suivre les événements de près. Je viens de passer toute la semaine en Italie, à Turin. J'aime cette ville relativement méconnue par les étrangers. C'est là que j'ai appris, il y a des années déjà, de quoi est capable l'Italie. Peut-on imaginer crise plus terrible que celle traversée par la ville de Fiat, lorsque l'entreprise a délocalisé ses sites de production ? Eh bien les innombrables sous-traitants de l'industrie automobile ont entamé une reconversion majeure et la plupart ont traversé la crise. Les services à forte valeur ajoutés se sont développés et désormais s'exportent. Il y a quelques années, *l'Unione Industriale* a franchi le pas en élisant une femme entrepreneur du secteur de la joaillerie pour la présider. Aujourd'hui, le Piémont est une des régions les plus dynamiques d'Europe, à la pointe de l'industrie 4.0. Le capitalisme familial d'Italie du Nord est reparti à la conquête du monde. Il fait jeu égal avec son homologue allemand. Les étudiants italiens sont parmi les mieux formés d'Europe. Malheureusement la crise du marché intérieur italien les pousse souvent à l'émigration. Mais Turin offre aujourd'hui suffisamment d'emplois pour les étudiants les mieux qualifiés. Le Politecnico de Turin s'est extraordinairement internationalisé dans les vingt dernières années ; son incubateur, classé parmi les cinq meilleurs d'Europe, témoigne du dynamisme retrouvé de la ville. Turin est plus modeste que Milan, moins clinquante, plus attentive peut-être au reste de l'Italie que la capitale lombarde. J'aime y séjourner même si mes ancêtres ont vécu en Italie centrale puis à Venise.

Je voulais passer quelques jours en Italie car j'avais le sentiment que nous vivions un moment historique : dès lundi après-midi, j'ai compris par ce que me racontaient quelques amis, que nous n'aurions sans doute pas une réédition du coup d'Etat de Napolitano,

quand il avait imposé, en novembre 2011, un gouvernement d'experts sous la conduite de Mario Monti. La mission de Carlo Cottarelli semblait impossible. Arrivé mardi à Turin, j'ai essayé de comprendre ce qui se passait.

L'Union Européenne contre la démocratie

Tout d'abord, lorsque l'ancien communiste Napolitano avait mis sur orbite Mario Monti, le jeu politique italien était beaucoup plus confus – en grande partie du fait des ambiguïtés de Berlusconi. Il fut relativement facile de faire une opération de prestidigitateur et de sortir la poudre de perlimpinpin européenne. Aujourd'hui, le résultat des élections est clair : les partis du centre-droit et du centre-gauche, traditionnellement les plus favorables à l'Europe, se sont effondrés. Et le « sarkozysme » de Berlusconi n'a résisté ni à l'absence de l'homme d'affaires du jeu électoral ni à l'habileté de Matteo Salvini, qui a drainé vers la Ligue, depuis le 4 mars, d'après les sondages, les électeurs de droite orphelins de *Forza Italia* : si des élections se tenaient ces jours-ci, la *Lega* ferait pratiquement jeu égal avec le Mouvement Cinq Etoiles. A eux deux ces mouvements représentent 60% de l'électorat italien dans les sondages. Comme je comprends le sentiment qui dominait dès lundi : Mattarella s'est rapidement aperçu qu'il avait présumé de ses forces. Luigi di Maio, le chef de *Cinque Stelle*, avait parlé d'une procédure d'*impeachment*. Matteo Salvini était plus prudent dans les mots utilisés. Mais on était à quelques jours du 2 juin, fête nationale italienne, et ne pouvait-on pas imaginer qu'au lieu du confort d'un défilé militaire inspiré de votre 14 juillet, le président Mattarella se trouve confronté à une manifestation monstre ?

Vous avez dit « les marchés » ?

Je me posais toutes ces questions lorsque je dinai, le soir du 29, avec des amis de *Unione Industriale*, la première, historiquement parlant, des organisations patronales italiennes, la plus prestigieuse jusqu'à aujourd'hui. (Je ne serai pas désobligeant, mais la puissance et l'influence de *l'Unione Industriale* ressemblent plus à ce qu'on connaît des grandes confédérations patronales allemandes qu'à l'action de votre MEDEF). Ils m'ont raconté dans le détail, l'incroyable retournement qui avait eu lieu dans l'après-midi. Alors que tout semblait indiquer que les investisseurs perdaient confiance dans l'Italie et jouaient l'augmentation de l'écart entre les taux d'intérêt allemands et italiens, tout le monde s'attendait au pire. Il était devenu évident, au bout d'une demi-journée, que « les marchés » n'achetaient pas la perspective Cottarelli. On se dirigeait vers de nouvelles élections ; les marchés anticipaient une défaite encore plus lourde que le 4 mars pour les partisans de l'euro. Et l'angoisse des investisseurs commençait à faire boule de neige. Soudain, vers 16h, les marchés se sont calmés. La rumeur commençait à circuler, selon laquelle Cottarelli s'apprêtait à jeter l'éponge. Et les négociations allaient reprendre avec les deux partis populistes.

Il a fallu attendre le lendemain pour que les premières informations précises commencent à filtrer sur des négociations effectives. Et donc l'on a commencé à comprendre qu'il se passait quelque chose d'inattendu. Loin que les marchés financiers soient tout puissants, ils s'adaptaient à une nouvelle donne politique.

- 1 Dans mon courrier de la semaine dernière je me demandais dans quelle mesure le gouvernement allemand avait effectivement fait pression sur Mattarella avant qu'il décide de ne pas nommer Paolo Savona au Ministère de l'Economie et des Finances. J'en doute de plus en plus. Il y a bien eu la rumeur selon laquelle le vice-chancelier allemand avait appelé Mattarella de la part de Madame Merkel. Mais je crois voir au contraire **une grande prudence, un désarroi même du gouvernement allemand devant l'ampleur de la crise politique italienne**. Oui, la presse allemande s'est déchaînée contre l'Italie. Et puis nous avons eu les gaffes du commissaire Günther Oettinger et du député Markus Ferber. Mais si le gouvernement allemand avait eu une ligne claire, ces gens n'auraient pas eu besoin de parler. Or, à ce que dit le *Spiegel* daté du 2 juin, le gouvernement allemand est divisé et Madame Merkel ne pouvait pas prendre le risque d'un débat entre une ligne conciliante et la ligne dure qui désormais domine la politique allemande sur les questions européennes.
- 2 Quand elles se sont produites, les prises de position extérieures ont été contreproductives. Elles ont renforcé l'idée que se font désormais beaucoup d'électeurs italiens d'un contraste entre le discours généreux de l'Union Européenne et la pratique des institutions européennes. Emmanuel Macron a félicité un peu trop vite Mattarella pour ce qu'il a appelé son sens des responsabilités, lundi dernier. Quant à Jean-Claude Juncker, il a commencé par morigéner Oettinger pour, le lendemain tomber lui-même dans le même travers : en expliquant que l'Italie du Sud devait se mettre au travail et lutter contre la corruption. **L'enchaînement Macron, Oettinger, Juncker, Ferber**, voilà de quoi confirmer aux Italiens que Berlin, Bruxelles et Paris ont décidément perdu de vue les intérêts de la péninsule.
- 3 Vous autres Français avez forgé l'expression de « journée des dupes » pour désigner ce jour de novembre 1630 où l'on crut Richelieu perdu en début de journée avant de le voir confirmé comme principal ministre le soir. Eh bien, **l'Italie a connu une « semaine des dupes »**. Giuseppe Conte annonçait se retirer dimanche soir et le voilà Premier ministre jeudi soir. Paolo Savona était honni dimanche soir et le voilà Ministre des Affaires européennes. Les commentateurs en sont à essayer d'interpréter dans le moindre détail la composition du gouvernement. Que veulent dire les ministères obtenus par *Cinque Stelle* ? Les ministères de la *Lega* ? Combien de berlusconiens et de « techniciens » ? Mais comment ne pas voir ce que signifie Savona aux Affaires européennes ? Comment ne pas imaginer, si le gouvernement dure, qu'il aura une influence puissante sur les décisions économiques qui seront prises, surtout en cas de crise ? Comment ne pas comprendre ce que pèsera une voix expérimentée et critique comme la sienne dans un débat entre ministres des Affaires européennes de la zone euro ou de l'Union ?
- 4 Ce qui frappe, avec ce dénouement inattendu, c'est le sens de la responsabilité dont aura fait preuve la classe politique italienne. Mattarella ne s'est pas obstiné sur sa ligne européiste. Luigi Di Maio est devenu silencieux sur la question de l'*impeachment*. Matteo Salvini a fait retirer le « *Basta Euro* » du siège de la Ligue. Les forces en présence se sont mises à faire de la politique. Lorsque je souligne qu'il aura fallu moins de trois mois à l'Italie pour se doter d'un gouvernement alors que Madame Merkel a eu du mal en six mois, je ne cultive pas un paradoxe pour le plaisir. N'est-ce pas un fait que les institutions bruxelloises auraient besoin de moins de rappel aux normes (ou de menaces de sanctions) et de plus de politique ? N'avons-nous pas besoin d'une bonne dose de souplesse politique italienne si nous voulons éviter que le moteur de l'UE se gripe définitivement ?
- 5 Quasiment aucun commentateur n'en a fait la remarque. Mais le sentiment national démocratique italien sort renforcé. La

Ligue rassemble les protestataires, essentiellement, de l'Italie du Nord. *Cinque Stelle* exprime le rejet de l'Europe du Sud. Ces deux partis s'apprentent à gouverner ensemble. Je vois bien le calcul de la *Lega*, ancienne « Ligue du Nord », qui entend s'appuyer sur la crise politique du pays pour grandir et obtenir une audience qu'elle n'a jamais eu comme parti régionaliste. Mais dans l'immédiat, elle a réussi à parvenir au pouvoir sur une logique d'unité. Réciproquement, *Cinque Stelle* ne peut pas accéder au pouvoir sans l'acceptation de l'Italie du Nord. Dans le malheur, ce pays qui peut apparaître aux observateurs, comme caractérisé par un différentiel géographique des revenus, de chômage et de productivité au travail extrêmement fort réagit comme un corps social unifié.

6. Il faut souhaiter que l'expérience italienne réussisse. Les européistes espèrent qu'à l'épreuve du gouvernement les populistes se casseront la figure. Ou bien qu'ils se soumettront comme Tsipras en Grèce voici trois ans. Mais c'est un calcul à courte vue. La transformation de l'Italie en trou noir politique entraînerait une catastrophe européenne sans précédent. Nous devons au contraire souhaiter que se forge en Italie, comme cela est déjà amorcé en Grande-Bretagne, ce compromis entre les « nomades » (*Anywheres*) et les « sédentaires » (*Somewheres*) que David Goodhart appelle de ses vœux. Votre président ne semble pas avoir compris que la réforme de la zone euro et de l'UE qu'il appelle de ses vœux ne se fera pas s'il ne multiplie pas les alliés. Son intérêt est que l'expérience italienne réussisse. C'est l'intérêt de toute l'Europe.

Mon cher ami, l'Italie n'est pas tirée d'affaire, loin de là. Certains imaginent bien une forte attaque sur la dette italienne à l'été ou à l'automne. Mais un tel scénario catastrophe ne deviendra probable que si les partenaires européens de l'Italie se révèlent incapable de construire avec elle une réforme profonde de la zone euro. Nous le savions depuis de longues années : il existe une « Europe périphérique », qui risque d'être toujours plus broyée par les règles et les normes du noyau dur de l'Union Européenne. La crise italienne donne l'occasion à Emmanuel Macron et Angela Merkel de regarder enfin cette « Europe périphérique » pour la prendre au sérieux.

Je vous souhaite une bonne semaine,

Bien fidèlement à vous

Benjamin Disraëli